



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

10 août 2024

N° 317

Prix: 25 gourdes

## EDITORIAL

# SEULES LES LUTTES DES MASSES POPULAIRES LES LIBÈRERONT DE LA DICTATURE DES GANGS



N'ayant pas encore trouvé le momentum et l'élan nécessaire pour se mesurer aux gangs, une frange de la population avait fini par donner foi à l'impérialisme et aux classes dominantes sur leurs intentions de démanteler les gangs. Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Les premiers pas de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité conduite par le Kenya tournent au fiasco voire au ridicule. Loin d'apporter une quelconque solution aux problèmes posés par les gangs, les initiatives des classes dominantes apporteront encore plus de difficultés et de souffrances aux masses exploitées.

Après l'arrivée des premières troupes kenyanes à la fin juin, la peur et l'inquiétude remplacent le soulagement qu'une partie de la population avait manifesté à ce qui s'apparentait au début du déploiement de la « Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité » MMSS. En annonçant la mission à grand renfort de publicité, le gouvernement et les ambassades occidentales laissaient croire qu'ils allaient mettre les gangs hors d'état de nuire. Mais au vu de ce qui s'est passé pendant ces deux premiers mois, les faits ont prouvé le contraire car même du point de vue de la sauvegarde des intérêts généraux des classes riches, la classe politique et leurs tuteurs ne se sont jamais mis au niveau de jouer ce rôle.

Alors que les gangs brandissent leur unité et fracassent toutes les timides interventions de la police, toute la classe politique verse dans ses jeux favoris : la mesquinerie, la zizanie, la corruption, la médiocrité, les luttes pour le pouvoir. Sans scrupules et loin des préoccupations de la population, les politiciens de tous bords lavent leurs linges sales sur la place publique.

Ne parvenant pas à s'entendre ni se mettre d'accord pour un président provisoire, c'est finalement 9 conseillers présidentiels groupés dans un conseil présidentiel qui jouent le rôle de président. Neuf rivaux, 9 budgets, 9 « présidents » et leurs partisans qui partent à l'assaut du contrôle de l'appareil d'Etat et de ses maigres ressources.

Après avoir rafistolé cette structure, l'Impérialisme place son homme de main, Gary Conille, comme premier ministre espérant ainsi avoir une plus grande marge de manœuvre dans ce qui pourrait se réaliser pendant la période dite de transition, avant le passage du pouvoir à un « gouvernement élu » d'ici au 7 février 2026.

Alors que la guerre fait rage entre les politiciens qui se partagent le pouvoir, alors que les premiers policiers kenyans arrivés au pays se disent prêts à combattre, les moyens pour financer la transition et la MMSS font défaut. Les puissances impérialismes qui se portaient garant du processus rechignent à honorer leurs promesses.

Pris à leur propre jeu, le gouvernement et la Police improvisent des actions contre les bandits. Ces derniers répliquent en s'en prenant à la population par des massacres, des kidnappings, en conquérant de nouveaux territoires. Ils sont d'autant plus galvanisés qu'ils engrangent succès après succès devant une population médusée, devant des autorités qui se couvrent de ridicule.

Faire confiance à ces charognards et fieffés menteurs qui nous gouvernent pour nous tirer pétrin où leur politique nous a plongés équivaut à un suicide. Il n'est pas vain de le répéter encore une fois que les masses populaires mobilisées dans tous les quartiers ont la capacité de se défaire des gangs. C'est la seule voie de leur libération. L'histoire des glorieuses luttes des masses exploitées est là pour le confirmer. ■

## SOMMAIRE

### Editorial

- ⇒ **Page 1**
  - Seules les luttes des masses populaires les libéreront de la dictature des gangs

### Leur société

- ⇒ **Page 2**
  - Un autre laquais de l'impérialisme à l'épreuve de la réalité
  - Des charognards au chevet d'Haïti
  - Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) : une coquille vide
- ⇒ **Page 3**
  - Retournement de la situation
  - Impact de la crise sur l'économie

### Dans les entreprises

- ⇒ **Page 3**
  - Maryaj polis ak popilasyon : Klas travayè a ak mas pòv yo pa gen memwa kout !
- ⇒ **Page 4**
  - MBI Parc Sonapi (# 52) : une politique de terreur
  - Fair Way, 50% de leur salaire comme allocation

### Dans l'international

- ⇒ **Page 4**
  - Branle-bas dans la campagne présidentielle aux USA

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

## UN AUTRE LAQUAIS DE L'IMPÉRIALISME À L'ÉPREUVE DE LA RÉALITÉ

Gonflé à bloc par les promesses du gouvernement américain, l'actuel Premier ministre, Gary Conille, a débarqué de la diaspora au début du mois de juin en Jupiter, en « bourik chaje ». Là où bien de ses collègues avaient échoué, Gary Conille prétendait avoir la solution. Mais la réalité l'a fait descendre de son piédestal.

Pierre angulaire de la détérioration de la situation dans le pays, Gary Conille plaçait la résolution de l'insécurité au cœur de sa politique. Avec les promesses de l'Oncle Sam dans ses poches, il avait fait preuve d'une grande prétention dans ses discours. Aux bandits qui continuent de terroriser la population, il a déclaré : déposez vos armes et reconnaissez l'autorité de l'État. Mais si vous ne le faites pas, nous irons vous chercher là où vous êtes.... À la population qui manifeste son impatience et son envie de reprendre ses activités, le Premier ministre en a rajouté une couche : je vous promets de reprendre le contrôle des territoires maison après maison, quartier après quartier, ville après ville.

Mais les jours passent et se

ressemblent. Si les bandits continuent leurs crimes, les kidnappings, les occupations des grands axes routiers reliant la capitale aux différentes villes de province, les assauts meurtriers sur d'autres communes, Gary Conille dit prendre son temps pour peaufiner ses plans d'attaque avec ses spécialistes.

Pour les masses populaires, Gary Conille manifeste son plus grand mépris pour leurs luttes et leur autonomie, n'hésitant pas à traiter de « gang » le mouvement « Bwa kale » de la population. Appelé à donner son opinion sur la révolte de la population de l'année dernière, il a déclaré : Nous ne voulons pas remplacer les gangs par un autre mouvement de gang.

Acculé de passer de la parole aux actes, Gary Conille lance quelques opérations avec la

police contre les gangs. La réalité est têtue. Ce sont les mêmes résultats qui reviennent ; improvisation, manque de moyens, échec de la Police, jubilation et galvanisation des gangs sur les réseaux sociaux. Quant à la participation et au rôle des 400 policiers kenyans qui sont dans la capitale et dont la mission était de combattre les gangs, le plus grand flou est entretenu là-dessus. En filigrane, il semble qu'ils n'ont pas les moyens de mener à bien leur mission.

Le Premier ministre se fait depuis plus discret dans la presse. Mais il continue de jouer son jeu, celui de mentir à la population, de saper son moral, de l'endormir pour éviter qu'elle ne fasse ce qu'elle doit faire : prendre en main son destin.■

## DES CHAROIGNARDS AU CHEVET D'HAÏTI

Le pays le plus pauvre de l'hémisphère nord, dont les classes populaires sont rongées par une extrême misère et un sous-développement chronique, subit de plein fouet les attaques barbares d'une bande de malfrats groupés en gangs depuis cinq ans environ. Des quartiers vidés de leur population, près de 600.000 déplacés dont certains sont parqués dans des camps d'hébergement où tout manque, des massacres en série de la population, des casses systématiques des entreprises, le pays se meurt. Pour juguler cette crise, ce sont les mêmes politiciens pointés du doigt dans cette horreur, qui se mettent en avant.

On prend les mêmes et on recommence ! C'est d'abord, le grand voisin d'Haïti, l'impérialisme américain qui joue les maîtres de cérémonie. Aux côtés d'autres pays impérialistes tels le Canada, l'Allemagne et la France, réunis au sein du COREGROUPE, ils surveillent leurs intérêts comme le lait sur le feu. Le pillage systématique des ressources naturelles, et des ressources humaines, pendant plusieurs siècles, qui a fait d'Haïti cette terre misérable ne leur suffit pas : aux travers de leurs capitaux et de leurs institutions paillassons, ils continuent de contrôler l'État, pour toujours dominer, contrôler et exploiter la population pauvre.

Après la démission du Premier ministre Ariel Henry au mois d'avril 2024, le gouvernement américain a mis sur pied un

autre gouvernement mais avec toujours la même vieille classe politique corrompue acquise à sa cause. Mais les discussions sous l'égide de l'OEA, de la CARICOM ou de l'ONU tournent au vinaigre. Comme des chiens affamés, chaque politicien montre ses crocs et ne veut rien céder à ses concurrents. Si finalement, ils acceptent de s'asseoir à la même table, c'est pour prendre de l'avance sur ceux qui n'y sont pas et avec l'espoir de continuer leurs luttes au plus proche du pouvoir.

La répartition des postes du pouvoir, telle la nomination d'un ministre, d'un directeur général au sein de l'administration publique ou d'une institution autonome de l'État, etc. donne chaque fois lieu à une guerre presque meurtrière entre belligérants.

Concussions, chantage, vols, la classe politique se donne en spectacle.

Invitée par le Premier ministre, la bourgeoisie s'engouffre et présente ses revendications ; exonération d'impôts, franchise douanière, subventions etc.

De la crise sécuritaire, personne ne s'en préoccupe. La recherche des subsides prend le pas d'autant plus que ces possédants ont les moyens de se protéger de la fureur des gangs.

Pour la population qui croupit dans cette misère et subit les affres des bandes armées, la seule façon d'entrevoir le bout du tunnel est de se révolter pour s'affranchir de cette bande de charognards.■

## MISSION MULTINATIONALE DE SOUTIEN À LA SÉCURITÉ(MMSS) : UNE COQUILLE VIDE

La bourgeoisie, les grands commerçants, la classe politique, avaient longtemps compté sur le déploiement de cette mission pour s'arracher de l'étreinte des gangs qui écrabouillent leur dignité dans la boue. Mais la montagne semble accoucher d'une souris.

Parrainée par les USA et autorisée officiellement depuis le 2 octobre 2023 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le gouvernement américain avait du mal à trouver un pays pour prendre la tête de cette mission. Tour à tour, plusieurs pays sollicités avaient gentiment décliné l'offre à commencer par les USA qui ne gardent pas de bons souvenirs de leurs récentes interventions militaires en Haïti. Le Canada, le Brésil et bien d'autres pays s'en étaient démarqués également. Finalement, c'est au nom de sa solidarité avec un peuple frère en difficulté que le président du Kenya, William Ruto, avait accepté la patate chaude.

Mais il n'y a pas eu seulement les

difficultés à trouver un pays pour mener la mission, le problème de son financement se posait également et malgré le déploiement des 400 premiers soldats kenyans, de grosses inquiétudes planent sur le devenir de la MMSS. Sur les 660 millions de dollars pour le fonctionnement de la mission, une toute petite partie semble être disponible.

Rien n'a filtré sur la participation financière de la bourgeoisie haïtienne au financement de cette mission. Pendant longtemps, elle s'est évertuée à couper la branche sur laquelle elle est assise. En finançant les gangs, en détruisant l'État et ses institutions pour se livrer à toutes sortes de corruptions, elle se retrouve face à des sanguinaires qu'elle avait dressés pour combattre les classes populaires.

Intervenant sur le manque d'efficacité des premières interventions des soldats kenyans aux côtés des policiers haïtiens contre les gangs, un responsable kenyan pointe les faibles moyens mis à leur disposition. « Nous n'avons pas de lits, les blindés que les USA nous ont envoyés ne sont pas ceux que nous avons demandés, avant de poursuivre, nous ne pouvons pas ainsi combattre efficacement les gangs ». Si cela continue, la possibilité de voir ces soldats rebrousser chemin et rentrer chez eux n'est pas à écarter, selon certaines sources. D'autres pays qui projetaient d'envoyer des soldats ne s'y précipitent pas.

Avec ou sans la présence des soldats, les masses populaires n'y gagneront pas grand-chose.■

## RETOURNEMENT DE LA SITUATION

L'agitation entourant le déploiement de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité et l'arrivée des premiers soldats kenyans pour combattre les gangs se sont révélées être un canular. Les gangs ont accéléré leur campagne de conquêtes meurtrières de nouveaux territoires. Si bavard habituellement, le nouveau premier ministre s'est tu, laissant à la population le soin de payer ses déclarations mensongères et irresponsables

### Gressier : consolidation du pouvoir des gangs

Après un moment de résistance, la commune de Gressier est tombée complètement aux mains des bandits. Sur une vidéo postée sur les réseaux sociaux, les malfrats lourdement armés se mettent en scène devant les gravats du commissariat et dans les principales rues de la commune. Ils montrent les images d'un agent de la BSAP qu'ils avaient capturé. Après l'avoir torturé, ils l'ont relâché tout en lui faisant don d'une somme de 100.000 gourdes pour augmenter l'humiliation. Aucune instance officielle n'a réagi après cette publication.

Martissant, Fontamara, Carrefour, Mariani, Gressier, les communes longeant la Nationale 2 vers le Grand Sud tombent les unes après les autres.

### Attaque sur la commune de Cabaret

Ci-devant Duvalier ville, la commune de Cabaret, longeant la route nationale # 1 a subi une attaque des bandits le 7 août dernier. Une dizaine de personnes au moins ont été assassinées. Comme à leur habitude, les criminels ont mis feu au commissariat, incendié des maisons. Les examens officiels de fin d'études secondaires ont été perturbés et de nombreuses personnes ont pris la fuite pour

échapper à la fureur des bandes armées. Dans leur ligne de mire, la commune de l'Arcahaie.

### Les habitants de la commune de Ganthier sous les feux des bandits des 400 mawozo

Depuis le 21 juillet, la bande des 400 mawozo occupe cette commune située sur la zone frontalière avec la République dominicaine. Après l'incendie de la Douane, les bandits sont allés détruire les locaux du commissariat de Police et un char blindé qu'ils avaient trouvé sur place. Réfugiée dans différents coins de la zone, la population appelle en vain au secours. ■

## IMPACT DE LA CRISE SUR L'ÉCONOMIE

Du marché informel aux entreprises d'exportation en passant par les petites et moyennes entreprises, l'impact de la crise sécuritaire sur l'économie est catastrophique. Jadis carrefour où étaient brassées les affaires, le centre de la capitale est transformé en désert. Des entreprises sont fermées, de nombreuses autres sont pillées, détruites. Les secteurs qui peuvent se targuer de n'avoir pas subi de choc mortifère sont rares.

L'activité économique de la bourgeoisie n'était pas florissante. L'économie enchaîne les croissances négatives depuis 2018. Seule la sous-traitance, production exclusivement tournée vers l'exportation apportait un élément positif dans ce marasme, grâce à un chiffre d'affaire de plus d'un milliard de dollars en 2019. Mais cette performance, rendue possible par des conditions de travail infâmes et les salaires de misère des ouvriers, a été de très courte durée. Car depuis, la crise sécuritaire a accru la dégradation du climat socio-économique.

Dans la sous-traitance les premières conséquences de cette crise ont d'abord frappé les ouvriers qui devaient faire face aux criminels, essayer les menaces, s'exposer aux viols et au kidnapping pour aller dans leurs usines tous les jours. Les

patrons ne toléraient aucune absence, aucun retard, même pour ceux qui habitaient Carrefour et qui doivent traverser Martissant.

Au fur et à mesure que perdure la crise, ses conséquences touchent la production : pénurie de matériels, épuisement des stocks, blocage de la douane entre autres, il s'ensuit des fermetures en chaîne. Et aujourd'hui quasiment toutes les usines de la zone industrielle sont fermées. Les commanditaires, quoique les bas salaires leur rapportent énormément, ne veulent plus renouveler leurs contrats avec leurs sous-traitants.

D'une manière ou d'une autre, tous les autres secteurs où les capitalistes entraient de l'argent sont affectés par cette situation d'insécurité : le transport, l'immobilier, les banques, la restauration ou le tourisme. Seuls quelques secteurs trouvent encore le moyen de continuer à soutenir une activité, en attendant le

jour fatidique où ils devront tirer leur révérence comme de nombreux autres. Parallèlement, d'autres activités commencent à attirer certains hommes d'affaires comme le transport maritime et aérien, de même le trafic d'armes et de munitions mais d'une manière plus souterraine.

Le grand banditisme qui met l'économie de la bourgeoisie au bord de la dépression et la population pauvre au bord de la famine est le résultat de la gestion de la société bourgeoise, une gestion qui repose sur les inégalités et l'exploitation, et qui engendre la barbarie. Les bourgeois et leurs politiciens qui prospèrent sur la misère populaire, jamais ne toucheront à la racine de ce mal qui ronge les classes pauvres. Les masses exploitées ne doivent rien attendre d'eux. Jadis les exploités qui subissaient la barbarie de l'esclavage, ont détruit la société esclavagiste. Ils peuvent aussi déchouquer cette société bourgeoise, berceau de la barbarie. ■

## DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 5 juillet 2024.

### PAWÒL TRAVAYÈ

#### Maryaj polis ak popilasyon : Klas travayè a ak mas pòv yo pa gen memwa kout !

Jou vandredi 21 jen 2024 la, Normil Rameau enstale kòm nouvo chèf nan tèt kò polis la. Nan diskou li tap fèa, li deklare se yon maryaj polis ak popilasyon an ki kapab ede li konbat bandi ame ki nan « Viv Ansanm ». Sak pase ? Lè bandi ak zam bezwen goumen kont polis, yo mande konkou popilasyon an. Lè lapolis vle fè fas kare ak bandi yo yo mande fè maryaj ak popilasyon an. 2 gwoup ame sa yo toujou vle itilize popilasyon an lè yo nan chire pit . Se 2 pitit menm papa ki se klas rich yo, patwon yo ak gwo komèsan yo. Mesye sa yo, se enemi jire klas pòv yo.

Sou zòn endistriyel la ak sou beton an, lè ouvriye yo ap manifeste pou revandike yon salè kap pèmèt yo viv, lapolis, pou defann enterè patwon yo anvayi yo ak gaz, kout baton, bal e genyen ki menm pèdi la yo. Nan katye yo kote popilasyon pòv la ap viv, bandi ak zam yo pa sispann fè zak maspinay, vyole, piye kay nou jouk yo voye nou nan peyi san chapo. Pa gen lontan sa, popilasyon an tap mete bandi yo nan wòl yo, reyaksyon lapolis te brital anpil kont nou. Maryaj polis ak popilasyon chèf polis la ap pale a se pou anpeche nou bay tèt nou mwayen pou defans nou.

Nan ane 1991, lè Aristide te sou pouvwa a, pou li te kapab jwenn senpati etamajò lame a, li te enpoze popilasyon an maryaj lame ak pèp. San pèdi tan, Cedras ak tout akolit li yo nan lame a te masakre plis pase 30.000 moun nan peyi a. Menm jan ak bandi nan « Viv Ansanm » nan ak lapolis jounen jodi a, militè yo te san pitye pou ouvriye ak mas pòv yo paske se yo ki te mete Aristide sou pouvwa a. Pandan koudeta militè yo, yon lòt gwoup bandi, ki te gen non li « FRAP », fòme pou ede lame a nan zak maspinay kont popilasyon an. Nou senyen nan lang, nou konn gou san. Kidonk, pap janm ka gen akò lanmou ant popilasyon an ak bouwo li.

Batay pou kwape e mete yon fen total kapital ak kesyon ensekirite a se nou menm klas eksplwate yo ki ka mennen l. Chak lè bandi yo poze, se sèl lè popilasyon an mete pye li atè nan kèk katye nan kapital la ak kèk vil pwovens tankou Mibalè, Jeremi elatrye. Nou pa dwe ni pran poz ni bay kou manke. Se yon batay san pran souf ki dwe fèt. Sa a ap rive posib gras ak detèminasyon nou sou banyè pwòp pati nou.

OTR-UCI, Jedi 1 out 2024

An nou konte sou fòs nou !

## **MBI PARC SONAPI (# 52) : UNE POLITIQUE DE TERREUR**

Elle est l'une des rares usines qui continuent de fonctionner dans le secteur de la sous-traitance. Avec un effectif autour de 1000 ouvriers, le manager général y fait régner une politique de terreur.

Un ouvrier qui travaille dans cette usine témoigne : À la fin de la journée, alors que tous les camarades se ruent vers la sortie, moi je prends toujours entre 15 à 30 minutes de pause dans un petit coin retiré du parc pour pouvoir décompresser, retrouver mes sens avant de franchir la barrière pour rentrer chez moi. Car entre 7 heures et 16 heures, à la terreur des gangs dans le quartier où j'habite s'ajoute l'enfer qu'impose un petit dictateur pour tirer des ouvriers le plus de travail possible pendant la journée.

Il passe presque toute la journée debout sur une table pour dominer l'ensemble des modules de travail. Dès la rentrée, tous les travailleurs doivent se mettre au diapason. Toutes les tâches doivent être exécutées avec célérité. Aucune

seconde d'inattention ou d'égarement n'est tolérée

Parlant un créole approximatif, il n'accepte pas d'être contredit. D'accord ou pas avec ses nombreuses réprimandes et remontrances, les ouvriers doivent toujours dire oui de la tête sinon le petit chef est plongé dans une fureur qui, le plus souvent, finit par le renvoi du travailleur concerné. Un ouvrier qui traîne les pieds en allant aux toilettes est immédiatement mis sur une liste noire.

Pour rester dans l'usine, les travailleurs sont obligés d'avoir comme des « poussées d'adrénaline » s'adapter au rythme exigeant du travail.

Après deux ans de chômage forcé, j'ai retrouvé ce job un matin alors que je faisais le tour des usines avec l'espoir de me faire

embaucher. Ce matin-là, comme d'habitude, j'étais au parc Sonapi. J'ai été appelé par un responsable qui m'a remarqué pendant qu'il cherchait un ouvrier pour son usine. J'avais travaillé sous ses ordres dans une autre usine. En entrant, le petit dictateur m'a dit, « ce n'est pas moi qui t'ai recruté, mais ici c'est moi le chef ».

Cela, c'est tant que les ouvriers le veulent. Après de nombreuses années d'expérience comme travailleur, je peux témoigner que devant la mobilisation des travailleurs, il n'y a pas de chef. Même ce petit monsieur qui joue les gros bras, je me rappelle, on a dû une fois l'exfiltrer pour qu'il échappe à la colère des travailleurs. Il n'est revenu dans l'usine qu'après plusieurs semaines de quarantaine, une fois que la grogne des ouvriers est retombée. ■

## **FAIR WAY 50% DU SALAIRE COMME ALLOCATION**

L'idée de faire payer les patrons pour les congés forcés pour lesquels les ouvriers ne sont pour rien, ne date pas d'aujourd'hui. Même si la mesure est inscrite dans le Code du travail, les patrons trouvaient toujours une parade pour s'en démarquer. Et ils en abusaient comme bon leur semble. Il est courant que les ouvriers, présents sur leur lieu de travail, soient renvoyés chez eux pour une semaine d'arrêt de travail voire plus, sans dédommagement. C'était même devenu le moyen privilégié des patrons pour casser l'élan des travailleurs quand ces derniers se mettaient en grève contre leurs mauvaises conditions de travail.

La levée de bouclier contre les

patrons a commencé l'année dernière avec l'usine HANNSAE. Les ouvriers, environ plus de 4000, se sont mis en grève contre la décision du patron de réduire les jours de travail pendant la semaine, passant de 6 jours payés 7 jours à seulement trois par semaine, soit un manque à gagner d'environ 60%. Après maintes tergiversations de la direction et devant la détermination des ouvriers, le patron avait concédé de payer 4 jours pour trois jours de travail.

Cette année, au mois d'avril, la direction convoque les travailleurs et leur explique qu'elle est obligée de les renvoyer chez eux pour une date indéterminée. La réponse des travailleurs ne s'est pas faite

attendre. « Ou bien vous nous payez nos indemnités de licenciement, ou bien vous nous payez une partie de nos salaires comme allocation, en attendant votre décision définitive ». La direction a choisi la deuxième proposition. Ainsi donc, les ouvriers en congé forcé, ont reçu 50% de leur salaire.

Depuis, cette idée a fait son chemin auprès des travailleurs d'autres entreprises. Revenus de trois semaines de congé sans solde, les ouvriers de MGA ont demandé à la direction de leur donner une allocation semblable à celle obtenue par les ouvriers d'HANNSAE. Les travailleurs de Fair-Way ont fait pareil et ont eu gain de cause. Comme quoi la mobilisation paye. ■

## **DANS L'INTERNATIONAL**

### **BRANLE-BAS DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AUX USA**

Donald Trump se préparait à faire son grand retour tranquillement à la Maison Blanche à l'issue des prochaines élections du 5 novembre. Tous les sondages lui étaient favorables. Mais la désignation de Kamala Haris comme candidate du parti démocrate après le retrait de la candidature de Joe Biden a donné un regain d'intérêt à ces élections qui, quel que soit le vainqueur, ne vont rien changer à la situation des classes laborieuses américaines.

Donald Trump comptait se servir de l'attentat manqué contre lui, pour booster sa popularité et entamer la dernière étape de la campagne électorale qui devait l'emmener à l'apothéose le mardi 5 novembre. La piètre performance de Joe Biden lors du premier débat le 27 juin, jouait aussi en sa faveur ce que confirmaient les sondages.

Mais Biden fut poussé à la sortie par de nombreux barons du parti démocrate. Il annonça donc son retrait de la course présidentielle le 21 juillet et annonça en même temps son soutien à la candidature de sa vice-présidente Kamala Harris. Pressés par le temps, les leaders démocrates qui pouvaient se marcher sur les pieds ont tous fait l'unité dernière la vice-présidente qui s'est vue propulsée au-devant de la scène pour les représenter à ces élections.

Pari gagnant pour le camp démocrate. Près de 3 semaines après, la campagne a pris un réel dynamisme avec la

mobilisation du parti démocrate dont beaucoup de membres étaient timorés à l'idée de voter pour Joe Biden. À la traîne dans les sondages, la candidate démocrate a refait son retard dans les sondages en un temps record et peut même à présent rêver de victoire.

Paniqué, Donald Trump a réagi en taxant Kamala Harris de gauchiste qui risque de faire basculer les USA vers le communisme, d'autant plus qu'elle a choisi Tim Walz, gouverneur de l'État du Minnesota, comme vice-président. Âgé de 60 ans et issu d'une famille modeste, Tim Walz est étiqueté à gauche pour avoir pris quelques mesures sociales comme cantine gratuite pour les étudiants, légalisation de l'avortement, entre autres.

Femme noire âgée de 59 ans, Kamala Harris peut sembler à l'opposé du sexiste, raciste, xénophobe et rétrograde Donald Trump mais cela ne fait pas d'elle pour autant ni une communiste ni une révolutionnaire, ni même

une défenseuse des femmes et des noirs. Elle s'est au contraire fait connaître par sa politique contre ces derniers en tant que procureur.

Politicienne aguerrie, vice-présidente de Biden,, elle est au parti démocrate qui associé au parti républicain constitue le grand parti de la bourgeoisie. Ce sont les deux faces d'une même médaille. Si elle est élue, elle ne fera pas mieux qu'un Barack Obama. Elle défendra évidemment les intérêts des grands groupes monopolistes qui pillent les richesses de la planète, exploitent les travailleurs de tous les continents, au profit de quelques dizaines de milliers d'individus. ■



**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**